

Sur base du concept d'« Open Finance », la plateforme de Fintech Galaxy compte rassembler à la fois les start-up spécialisées dans la fintech (des entreprises utilisant la technologie pour innover en finance) et les institutions financières afin de leur per-

à s'intéresser au domaine de la fintech. À l'époque, Mirna Sleiman travaille en tant que journaliste spécialisée dans la finance couvrant plusieurs pays de la zone MENA. Un métier qu'elle exercera pendant une dizaine d'années auprès de plusieurs médias,

« J'ai voulu faire quelque chose pour renforcer l'inclusion financière et essayer de réinventer les services financiers », explique-t-elle à *L'Orient-Le Jour*.

Pour ce faire, Mirna Sleiman s'inscrit en 2016 auprès de la Cass Bu-

deux ans. Malgré cela, l'économie de la connaissance, elle, continue d'entreprendre et de faire preuve d'intelligence créative au service de la communauté libanaise, tout en se donnant les moyens de s'exporter au-delà des frontières.

TOURISME

Malgré les incertitudes, les rooftops ont fait le plein cet été

Nagi MORKOS

Difficile d'imaginer pire que 2020. Après cette année noire marquée par la crise économique, la double explosion au port de Beyrouth et les restrictions liées au Covid-19 qui ont provoqué une chute des revenus du tourisme spectaculaire de 72,6 % par rapport à 2019 (d'après la Banque du Liban), les rooftops libanais ont retrouvé des couleurs cet été 2021 malgré un contexte difficile. Les deux groupes Standalone et Addmind, parmi les plus actifs du secteur avec les réouvertures de certaines de leurs enseignes et les investissements dans de nouveaux rooftops, témoignent de ce regain d'activité.

Salim Ghanem, PDG du groupe Standalone, propriétaire du rooftop Spine et du restaurant-bar Arts, a ouvert cet été Anu, un restaurant de 400 m2 sur le toit du musée Nabu, à Héri, à dix kilomètres de Batroun. Avec Dany Chidiac, ils ont investi un million de dollars dans ce projet. « Nous étions pessimistes au début de l'été en raison de la dévaluation de la monnaie, de la situation économique et politique, ainsi que des restrictions aux voyages liées à la pandémie. Mais ça a été une excellente saison pour nos deux enseignes », se réjouit Salim Ghanem qui s'apprête à ouvrir un second restaurant, Spine, à Dubaï. Il évoque une hausse de son chiffre d'affaires de l'ordre de 200 % par rapport à 2020, année durant laquelle il a dû fermer ses portes pendant deux mois dont l'intégralité d'août suite à la double explosion au port. À Spine, qui peut accueillir jusqu'à 300 personnes pour un ticket moyen de 800 000 livres libanaises, et à Anu (180 personnes pour un ticket moyen de 600 000 livres), le taux d'occupation a avoisiné les 100 % tout l'été. En raison de la crise sanitaire et de la situation politique, Salim Ghanem note une baisse du nombre de touristes et de Libanais expatriés par rapport aux années précédentes, contrebalancée par un afflux de Libanais locaux (50 % de la fréquentation).

Anu et Spine ont finalement été peu

impactés par les pénuries d'électricité et de fioul. « Nous avons anticipé ces difficultés, donc nous n'avons pas eu à fermer un seul jour. Notre infrastructure dispose de plusieurs générateurs et d'une grande capacité de stockage de carburant. Cela nous a coûté cher, 40 000 dollars supplémentaires pour Spine et 25 000 dollars pour Anu cet été, mais c'était nécessaire pour rester alignés sur nos standards de qualité », ajoute Salim Ghanem.

Un développement au nord de Beyrouth

Même son de cloche du côté de Addmind. Le groupe, propriétaire de sept enseignes dont quatre rooftops au Liban, a récemment ajouté deux enseignes à son portfolio, Aki et Sol, situées à Aïshti Seaside à Antélias. « Malgré tout ce qui se passe au Liban et la situation économique, nous avons eu beaucoup de touristes ainsi que des clients réguliers qui atten-

daient notre réouverture. Nos rooftops ont été un succès cet été, malgré quelques jours de fermeture à cause des pénuries », indique Claude Saba, chef des opérations chez Addmind, dont les différentes enseignes ont attiré 40 % de locaux, et 60 % de touristes et d'expatriés libanais.

Les différents rooftops ont affiché un taux d'occupation de 80 % cet été pour un ticket moyen de 500 000 livres. La réouverture de Clap, notamment, était très attendue. « Clap est une expérience. Le fait que le restaurant soit situé sur le toit du bâtiment an-Nahar lui donne un avantage supplémentaire. Cela donne envie aux clients de s'y rendre », note Claude Saba. D'un autre côté, Addmind poursuit son expansion dans les pays du Golfe avec ses différents concepts : Clap, Iris ou Caprice. Le groupe envisage aussi de nouvelles ouvertures d'enseignes au Liban d'ici à l'année prochaine.



Anu, un nouveau restaurant qui a ouvert cet été sur le toit du musée Nabu, à Héri, à dix kilomètres de Batroun. Photo D.R.

Malgré ces exemples de résultats encourageants, tous les toits-terrasses de la capitale n'ont pas rouvert cet été. Certaines enseignes emblématiques du centre-ville, comme Capitole ou Sky Bar, sont restées portes closes. Les nouvelles destinations phares en matière de rooftops se développent désormais au nord de la capitale, entre Naccache, Dbayé et la région de Batroun.

hodema
consulting services

Cet article, réalisé dans le cadre d'un partenariat avec Hodema Consulting Services, n'a aucune vocation promotionnelle. Ce rendez-vous hebdomadaire sera consacré au secteur de la restauration et de l'hôtellerie qui continue, malgré tout, à se battre.



De nombreuses routes avaient été coupées mercredi et jeudi à travers le Liban, notamment par des transporteurs routiers, en signe de colère face à la flambée des prix des carburants. Photo João Sousa.

SÉCURITÉ SOCIALE

Rectification de Hajjar



Approuvés par le Parlement respectivement en juin et en mars derniers, ni la carte d'approvisionnement ni le filet de sécurité sociale de la Banque mondiale n'ont été mis en œuvre par les autorités. Photo P.H.B.

Le bureau de presse du ministre des Affaires sociales, Hector Hajjar, a publié un communiqué hier corrigeant une erreur ayant circulé dans la presse à propos d'amendements à apporter au texte de loi sur la carte d'approvisionnement et transférés jeudi au Parlement pour une réunion à ce sujet le 28 octobre. Selon le communiqué, il ne s'agit en réalité pas de la loi sur cette carte mais sur celle concernant la mise en place du « Projet de protection sociale en réponse à une crise d'urgence et au Covid-19 » (ESSN) de la Banque mondiale (BM).

Si l'application de la loi sur la carte d'approvisionnement à destination des familles défavorisées patage encore malgré son adoption par la Chambre fin juin, celle sur le projet de la BM a fait les frais de cette même procrastination des autorités, alors qu'elle avait également été approuvée par cette Chambre en mars dernier. Dans les deux cas, les listes des familles éligibles à recevoir l'aide ne sont toujours pas finalisées, les responsables attendant celle de la carte d'approvisionnement, dont les dispositions sont actuellement sous révision, pour établir celle du projet ESSN.

Lancé début 2021, le projet ESSN constitue un prêt de 246 millions de dollars, financé par la BM et qui a pour but de venir en aide à au moins

147 000 familles démunies face à la pandémie, mais surtout à la terrible crise socio-économique que subissent les Libanais depuis deux ans. Malgré son caractère d'urgence, ce dispositif est en suspens depuis mi-janvier dernier en raison d'un contentieux avec les responsables libanais quant à la monnaie de déboursement.

Négocié en amont du contrat, le taux de change entre le dollar et la livre utilisé pour déboursier l'aide aux bénéficiaires de ce plan avait en effet été fixé à 6 240 livres pour un dollar (contre le taux de 1 507,5 livres en parité officielle et celui de 3 900 livres pour les devises conservées en banque). Un taux dit « humanitaire » qui a rapidement perdu tout sens dans le sillage d'une grave dépréciation de la monnaie nationale sur le marché parallèle, qui avait atteint en mars un pic à 15 000 livres et qui s'échangeait hier autour de 20 300 livres par dollar.

La BM avait alors exprimé son souhait de voir l'aide versée en devises plutôt qu'en livres, suscitant une levée de boucliers, notamment de la part de la Banque du Liban par laquelle le prêt devait transiter. Après plus de sept mois de tergiversations, la BM avait finalement annoncé fin août un accord avec les autorités libanaises pour le déboursement de cette aide en devises.